

REPUBLIQUE FRANCAISE

RAPPORT N° 10

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 30 Juin 2016

SEANCE PUBLIQUE DU 30 Juin 2016

SOUS LA PRESIDENCE DE MME MARTINE VASSAL

ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR(S) : MME MARIE-PIERRE CALLET

OBJET

Rapport annuel des représentants du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
administrateurs de la SPL Terra 13 - exercice 2014

**Direction Générale Adjointe de l'Administration Générale
Direction du contrôle de gestion
114,59**

PRESENTATION

Rapport annuel des Représentants
du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
Administrateurs de la SPL TERRA 13
Année 2014

L'article L1531-1 du CGCT énonce que les SPL sont soumises, à l'exception des dispositions du présent article, au Titre II du Livre V de la première partie du CGCT intitulé « Sociétés d'Economie Mixte », le droit d'information et de contrôle exercé par les collectivités au sein des SPL se manifeste principalement par un rapport annuel remis par l'élu ayant mandat au sein de ces structures.

L'article L. 1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales (Loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 article 5 ; Ordonnance n°2003-1212 du 18 décembre 2003 article 2 V ; Loi n°2004-806 du 9 août 2004 article 27 VIII) rappelle que :

"Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte".

Le présent rapport comprend les pièces suivantes :

- Bilan et comptes de résultats 2014
- Rapport de gestion 2014 et perspectives 2015
- Rapport général du commissaire aux comptes, exercice clos le 31/12/14
- Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées exercice clos au 31/12/2014
- Liasse fiscale 2014

Il est à noter que les Sociétés Publiques Locales, dont les actionnaires ne peuvent être que des collectivités territoriales ou leurs groupements, sont soumises à un contrôle de leurs actionnaires, analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Dans le cadre de la SPL TERRA 13, ce contrôle analogue s'exerce notamment par le biais d'un comité technique, dont les réunions, préalables aux conseils d'administration permettent, outre le suivi au long cours de la société, d'effectuer des contrôles sur les orientations stratégiques, la gouvernance et l'activité opérationnelle.

SYNTHESE

ADMINISTRATION

(Conseils d'Administration et Comités Techniques –
Assemblée Générale – Actionnariat – Ressources Humaines)

1) Conseils d'Administration et Comités Techniques

Deux conseils d'administration ont eu lieu en 2014 :

- CA n°8 du 06 juin 2014
- CA n°9 du 16 décembre 2014

Ces deux conseils d'administration ont été précédés par des réunions du comité technique en date des 23 mai et 12 décembre 2014 sur les sujets suivants :

23mai 2014

- Opérations confiées par le CD13
- Opérations confiées par le Syndicat Mixte de l'Arbois
- Présentations des comptes de l'exercice 2013
- Présentation du budget prévisionnel 2014
- Propositions de l'ordre du jour du Conseil d'administration n°8
- Questions diverses

12 Décembre 2014

- Opérations confiées par le CD13
- Opérations confiées par le Syndicat Mixte de l'Arbois
- Présentation du budget probable 2014
- Présentation du budget prévisionnel 2015
- Point sur les effectifs
- Propositions de l'ordre du jour du conseil d'administration n°9
- Questions diverses

2) Assemblée Générale

L'assemblée générale ordinaire a eu lieu le 27 juin 2014. Parmi les divers points approuvés, figurent :

- Le rapport de gestion du conseil d'administration ainsi que les rapports du commissaire aux comptes pour l'exercice 2013. Le quitus a été donné aux administrateurs pour l'exercice écoulé ;
- L'affectation du résultat net bénéficiaire (+18 737.51 €) en report à nouveau ;
- La lecture des conventions visées aux articles L225.38 et L225.40 du code de commerce, la validation de l'autorisation donnée au conseil d'administration de passer ces conventions.

3) Actionnariat

Le capital de la société TERRA 13, de 500 000 € se répartit comme suit :

1) Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

490 000 € (980 actions de 500 € chacune) représentant 98% du capital

2) Syndicat Mixte de l'Arbois

10 000 € (20 actions de 500 € chacune) représentant 2% du capital

4) Ressources humaines

L'effectif au 31/12/2014 est de 12 personnes.

- 7 cadres opérationnels
- 5 agents opérationnels

ACTIVITE

(Construction Publique – Aménagement – Environnement)

1) Construction Publique

TERRA 13 était, au 31/12/2013, titulaire de 5 conventions de mandat signées avec le CD13.

Au cours de l'année 2014 aucune nouvelle convention de mandat n'a été notifiée à la SPL cependant l'assemblée délibérante du département a approuvé 5 nouvelles conventions de mandat en fin d'année 2014.

2) Aménagement

Mandat d'étude :TERRA 13 est titulaire d'une convention de mandat de la part du Syndicat Mixte de l'Arbois pour réaliser les études préalables à la création d'une zone d'activités commerciales(ZAC) sur le domaine du tourillon (153 000 m2 de SHON) – durée 36 mois – date de notification 05/05/2011.

Concession d'aménagement : le Syndicat Mixte de l'Arbois a confié à Terra 13, le 05 août 2013 une concession d'aménagement pour la réalisation de la « Zac de la Gare » à Aix en Provence – la durée de ce contrat est fixée à 5 ans (60 mois).

3)Environnement

Au 1^{er} janvier 2014, TERRA 13 était titulaire de 8 missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO).

- Assistance pour l'élaboration du plan départemental de prévention et gestion des déchets non dangereux et de son évaluation environnementale ;
- Assistance pour l'élaboration du plan départemental de prévention et gestion des déchets issus de chantiers du BTP et de son évaluation environnementale ;
- Assistance pour la conduite d'un programme de coopération technique sur la gestion des déchets des activités du BTP auprès de la Wilaya d'Alger ;
- Assistance pour la réalisation d'une étude départementale sur le développement de la filière forêt bois ;
- Assistance pour la révision du schéma départemental d'alimentation en eau potable des Bouches-du-Rhône ;
- Assistance à l'animation de l'observatoire départemental des déchets non dangereux ;
- Assistance à la création et à l'animation de l'observatoire départemental des déchets du BTP ;
- Assistance pour la mise en œuvre du premier plan d'action de l'Agenda 21 du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône;

FINANCES

Bilan 2014

SEMAPHORES EXPERTISE	TERRA 13 Comptes annuels au 31/12/2014	Page 1
---------------------------------	--	--------

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amort. Prov.</i>	<i>31/12/2014 (12)</i>	<i>31/12/2013 (12)</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	1 491 998		1 491 998	1 227 430
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	64 993		64 993	64 993
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 907 381		4 907 381	2 164 160
Autres créances	1 446 080		1 446 080	429 021
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 558 469		2 558 469	3 067 481
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	16 211		16 211	13 429
ACTIF CIRCULANT	10 485 133		10 485 133	6 966 514
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	10 485 133		10 485 133	6 966 514

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2014 (L3)	31/12/2013 (L3)
Capital social ou individuel (dont versé : 500 000)	500 000	500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	(99 820)	(118 558)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(48 187)	18 738
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	351 993	400 180
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	55 649	27 636
PROVISIONS	55 649	27 636
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 181 366	632 117
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	3 200 000	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		30 000
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 995 462	2 857 798
Dettes fiscales et sociales	296 991	270 764
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 093 674	2 748 020
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	9 997	
DETTES	10 077 491	6 538 698
Écart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	10 485 133	6 966 514

Résultat de l'exercice en centimes -48 187,27

Total du bilan en centimes 10 485 132,54

COMpte DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Espagnole	31/12/2014 (12)	31/12/2013 (12)
Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services	1 365 877		1 365 877	1 361 199
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 365 877		1 365 877	1 361 199
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges Autres produits			264 568 203 563 8	1 227 430 83 317
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 834 017	2 671 946
Achats de marchandises (y compris droits de douane) Variation de stock (marchandises) Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) Variation de stock (matières premières et approvisionnements) Autres achats et charges externes Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales			264 568 869 256 9 428 486 044 226 203	1 227 430 1 013 515 7 092 255 110 120 992
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements Sur immobilisations : dotations aux dépréciations Sur actif circulant : dotations aux dépréciations Dotations aux provisions Autres charges			28 013 152	27 636
CHARGES D'EXPLOITATION			1 883 664	2 651 775
RESULTAT D'EXPLOITATION			(49 647)	20 171
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 460	220
PRODUITS FINANCIERS			1 460	220
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				1 653
CHARGES FINANCIERES				1 653
RESULTAT FINANCIER			1 460	(1 433)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(48 187)	18 738

PERSPECTIVES 2015

Activités

- Construction publique :
 - Cinq conventions de mandats déjà signées avec le Département au 31/12/2014.
 - En janvier 2015, 4 nouvelles convention signées.

- Aménagement :
 - Le mandat d'étude ZAC du Tourillon devrait se terminer (durée portée de 36 à 54 mois par voie d'avenants) et la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare est prévue pour une durée de cinq ans.

- Environnement
 - Au 31/12/2014, 9 missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage ont été confiées par le CD13 et 6 nouvelles en plus depuis le début de 2015.
 - En prévision 2 nouveaux autres contrats devraient être notifiés courant second semestre 2015.

**Les Représentants du Conseil Départemental
Administrateurs de La SPL TERRA 13**

Les représentants du Conseil Départemental au sein des instances de la SPL TERRA 13, au 31 décembre 2014 étaient :

Conseil d'Administration :

Monsieur Denis ROSSI (Président)
Monsieur Mario MARTINET,
Monsieur René OLMETA,
Monsieur Maurice REY,
Monsieur Jean Marc CHARRIER,
Monsieur Rebia BENARIOUA

Conformément à la réglementation en vigueur, et dans un souci d'information de l'ensemble des élus du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un exemplaire du Rapport annuel des Mandataires du Conseil Départemental Administrateurs de la SPL TERRA 13 pour l'exercice 2014.

Signé
La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL